Cause Commune express
Journal anarchiste www.causecommune.net

L'ÉTÉ EST PEUT-ÊTRE TERMINÉ, MAIS L'AUTOMNE SERA CHAUD !

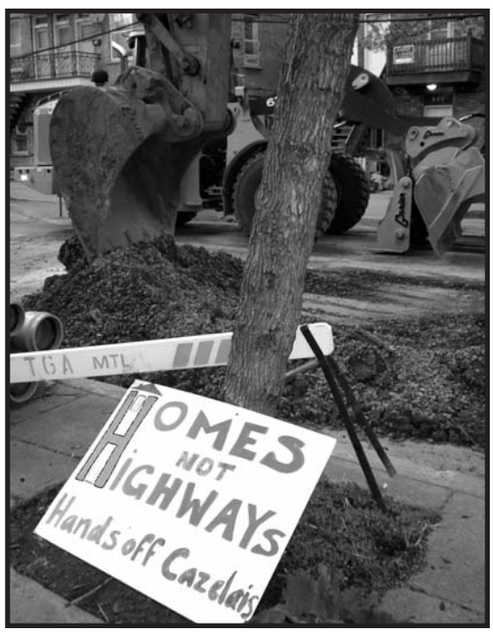
Voilà maintenant plus de deux ans que le ministère des Transports du Québec (MTQ) a déposé son projet de réfection de l'échangeur Turcot, le plus gros échangeur au Québec. Depuis, les citoyen-nes du Sud-Ouest se sont fortement mobilisé-es afin d'empêcher ce projet, que l'État tente de nous imposer, sans que nous puissions avoir notre mot à dire. Ce que le MTQ propose, c'est un nouvel échangeur qui pourra accueillir plus de 300 000 voitures par jour, soit 20 000 de plus quotidiennement. Un échangeur qui coûtera 1,5 milliard de dollars sur sept ans, aura un impact environnemental énorme et dont la construction provoquera l'expropriation d'environ 170 logements, soit près de 400 personnes, ceci afin d'assurer un réseau routier temporaire, à côté des structures actuelles, durant la construction qui durera plus de cinq ans.

Qu'importe le résultat des élections, on doit continuer de lutter contre le projet du MTQ de réfection de l'échangeur Turcot !

Les deux dernières années ont vu naître une multitude d'initiatives des citoyen-nes du Sud-Ouest allant d'assemblées populaires de quartier à des regroupements de citoyen-nes et d'organismes de quartier au sein d'une coalition. Les gens du quartier, en plus des pétitions, ont organisé une manifestation et des actions de perturbation afin de se faire entendre. Malgré tout, deux ans plus tard, des gens de notre quartier sont toujours menacé-es d'expulsion par les bulldozers du MTQ. Et il faut le rappeler, dans un quartier où 86 % des résident-es sont locataires. Deux ans plus tard, l'État, les élu-es et les bureaucrates font toujours la sourde oreille à nos revendications et refusent d'admettre que leur projet aura des conséquences néfastes sur notre santé et notre environnement.

Par ailleurs, le Bureau pour les audiences publiques sur l'environnement (BAPE), qui tarde toujours à rendre publiques les conclusions du rapport, risque peu d'être utile à l'arrêt des travaux, et ce malgré une grande majorité de mémoires déposés qui réclamaient que le MTQ retourne faire ses devoirs. Évidemment, certain-es politicien-nes en ont fait leur cheval de bataille pour les élections municipales, afin de nous donner l'illusion qu'ils participent activement à notre lutte. Alors que nous savons très bien que, sous ce couvert de consultations publiques, la partie est déjà jouée. Le BAPE, sous des aspects démocratiques et participatifs, ne donne que l'illusion à la population qu'elle se bat afin de préserver ses quartiers ou son territoire, mais ne sert qu'à individualiser les revendications de tous et toutes et à les empêcher de s'organiser et de lutter ensemble dans la rue.

Pendant ce temps, les politiciens et les bureaucrates gagnent du temps afin d'empêcher toute forme d'organisation populaire plus radicale, qui les forceraient à se mouiller politiquement. Bref, on nous divise pour mieux régner, en faisant ici et là quelques compromis. Malheureusement, aucun compromis n'est possible dans la logique du profit de leurs amis capitalistes. Le piège des promesses des politicien-nes peut parfois être tentant pour plusieurs, mais rares sont les luttes qui en ressortent victorieuses. La seule démocratie possible est celle des habitants du quartier, qui par des assemblées de quartier et des comités de citoyens et citoyennes décident ensemble et solidairement de l'avenir de leur quartier. N'est-il pas absurde qu'après deux ans de luttes, les seuls moments où les politicien-nes osent finalement prendre position, soient à la veille d'élections municipales ? On peut se douter que le 2 novembre ils auront déjà oublié leurs engagements ?



Avec les récents scandales impliquant les élu-es, la mafia et certains syndicats de la construction, il y a fort à parier que peu importe le parti qui sera au pouvoir le 2 novembre, les pressions, les pots de vin et les magouilles seront les mêmes, afin de forcer les différents paliers de gouvernement à aller de l'avant avec ce projet de 1,5 milliard de dollars d'investissement, pour la réfection de Turcot, que nous paierons tous et toutes ! C'est nous prendre pour des imbéciles que tenter de nous faire croire qu'un seul homme est responsable de la corruption municipale et que les autres partis,

malgré leur présence au conseil municipal, n'étaient nullement conscients des différents enjeux lorsqu'ils votaient. Et si c'est le cas, alors les membres des autres partis sont des irresponsables chroniques qui ne devraient nullement nous représenter. Peu importe les raisons, le fiasco des élu-es municipaux ne mérite en rien la confiance des habitant-es du Sud-Ouest. De Turcot, à la modernisation de la rue Notre Dame dans l'est, en passant par le Casino à Pointe-St-Charles, au recouvrement de l'autoroute Ville-Marie ou au démantèlement du Centre social autogéré de Pointe-St-Charles, le bilan des quatre dernières années des partis au conseil municipal n'a été qu'une suite d'attaques envers nos quartiers populaires.

Qu'importe le résultat des élections, les citoyen-nes du Sud-Ouest doivent continuer de lutter contre le projet de réfection de l'échangeur Turcot, parce que le vrai pouvoir est dans la rue et non dans les mains de quelques élu-es dont le seul mandat devrait être de représenter la volonté de tous les citoyen-nes et non celle de quelques hommes d'affaires au portefeuille bien garni ! La classe politique doit comprendre que si elle ne respecte pas notre volonté, alors elle aura des comptes à nous rendre.

C'est à nous maintenant de leur faire comprendre que la vraie démocratie est dans la rue, pas dans les urnes !

Des logements, pas du béton !

Le projet du MTQ est largement dénoncé par divers urbanistes et architectes qui prônent plutôt une vision à long terme de développement urbain à l'exemple de villes tel que San Francisco. En fait, quoi de mieux, en période de crise, que de créer des grands projets d'infrastructures aux frais de la population et au détriment de l'environnement afin de relancer la machine capitaliste ?

Des habitants mobilisés

Depuis l'annonce du gouvernement, les résident-es se sont fortement mobilisé-es de différentes façons, entre autres au sein de la coalition Mobilisation Turcot, un regroupement de tables de quartier, de groupes communautaires et de citoyens, principalement de l'arrondissement du Sud-Ouest de Montréal. Mais aussi via des comités de quartier comme celui des possibles exproprié-es du collectif Cazelais Libre, composé de militant-es libertaires et celui du Village des Tanneries, qui ont organisé des fêtes et des assemblées de quartier à quelques reprises regroupant jusqu'à une trentaine de personnes et reposant sur la base de la démocratie directe.

Outre des pétitions, des consultations populaires, du tractage massif et une campagne d'affichage soutenue, ces groupes ont organisé une grande manifestation dans le quartier. De plus, ils ont été fortement présents lors des audiences du BAPE, ce qui aura permis de retarder pendant trente minutes le début des audiences par une intervention d'une poignée de militant-es qui ont transporté les slogans entamés par le POPIR comité logement à l'intérieur de la salle d'audience. Quelques militantes et militants de l'UCL sont d'ailleurs activement impliqués dans les différents groupes depuis plusieurs mois, agissant ainsi concrètement et de manière conjointe avec les autres libertaires du quartier, afin de permettre une radicalisation de cette lutte populaire.

Pour plus de détails sur cette lutte, consulter le blogue de l'UCL de Montréal ou la brochure *Le Capital en déroute.*

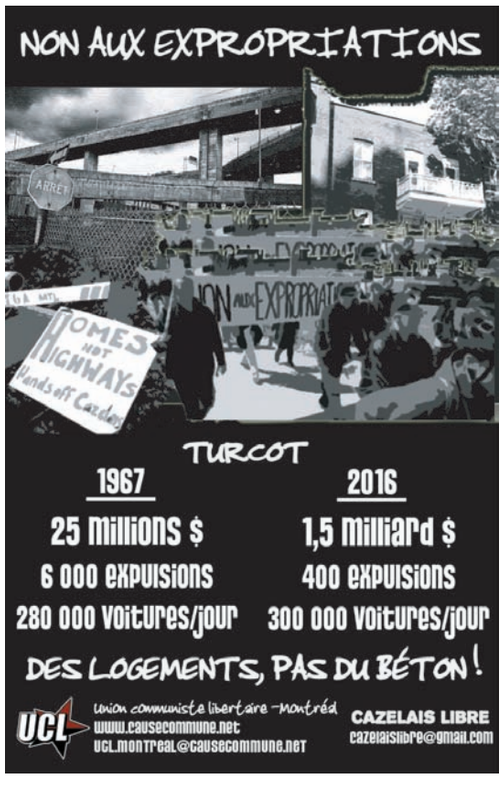
La lutte continue dans le Sud-Ouest !

Suite au simulacre de démocratie participative des audiences du BAPE sur la réfection de l'échangeur Turcot qui se sont déroulées en juin, les citoyen-nes du Sud-Ouest continuent de s'organiser contre ce projet que le gouvernement tente de nous imposer.
L'UCL, impliquée dans cette lutte depuis plusieurs mois*, lance une campagne d'affichage massif dans le sud-ouest montréalais. Cette campagne vise tout d'abord à dénoncer la précarité de plus de 400 habitant-es de Saint-Henri menacé-es d'expropriation. De plus, elle vise à rappeler aux élus et à l'État que la lutte dans le Sud-Ouest se poursuit et s'intensifiera dans les prochains mois s'ils continuent à maintenir ce projet et à refuser d'écouter nos voix.

C'est à nous, et non pas aux politiciens et aux technocrates, à décider de l'avenir de nos quartiers.

Non aux expropriations !
Des logements, pas du béton !

*Voir *Cause Commune* no 25.



Turcot : vie ou mort de nos quartiers
Tous à la manif-action du 8 novembre !
13h30 Métro Lionel-Groulx